CESIM
Centre d'Études de Sécurité Internationale et de Maîtrise des armements
www.cesim.fr

OBSERVATOIRE de la NON PROLIFÉRATION

Numéro 1 Novembre 2005

SOMMAIRE

Multilatéral 1
Échos onusiens 1
Dernière minute 1
Nucléaire.....2
Radiologique.....2
Biologique.....2
Chimique.....2
Missiles.....2
Crises.....3
Diplomatique.....3
Terrorisme.....3
Recherche.....3
Lectures.....3
Agenda.....3

MULTILATERAL

Première Commission, chambre d'écho du monde réel

La première Commission de l'Assemblée générale des Nations-Unies a tenu ses travaux durant tout le mois d'octobre à New-York. Les délégations nationales y ont examiné les projets de résolutions ayant trait au désarmement et à la sécurité internationale. Mais la plupart de ceux-ci se limitaient à une reconduction des textes des années précédentes.

Si la machinerie semble rôdée, des faits intéressants sont cependant survenus lors de cette session, en particulier en matière de désarmement nucléaire.
Le Japon, qui présente traditionnellement un texte relativement idéaliste en faveur de l'élimination des armes nucléaires est parvenu cette année à un langage modéré et susceptible de recueillir un soutien plus important que celui des résolutions traditionnellement présentées sur ce thème par les Etats de la Coalition pour un Nouvel ordre du jour par exemple. Cette résolution japonaise (A/C.1/60/L28) a été adoptée avec une belle majorité (seulement deux votes contre— Inde, États-Unis— et sept abstentions).

A l'opposé de cette attitude constructive, l'Iran, poursuivant les manœuvres qu'il avait déjà engagées lors de la Conférence d'examen du TNP en mai, a tenté de mobiliser les tenants du désarmement nucléaire et de se rallier leur soutien, avec évidemment en perspective les négociations concernant son programme nucléaire. Mais les délégations n'ont semble-t-il pas été dupes. Elles se sont montrées critiques à l'égard notamment du projet de texte iranien sur le désarmement nucléaire : celui-ci prévoyait la création d'un *« comité spécial chargé d'examiner la mise en oeuvre des obligations en matière de désarmement prévues par le TNP »*. Pour obtenir un soutien minimum, l'Iran a finalement retiré ce paragraphe de la version définitive de sa résolution, qui n'a recueilli que 70 voix (52 contre - 22 abstentions).

En filigrane des travaux de la session, les inquiétudes concernant le programme nucléaire iranien ont compté dans les votes et prises de position des différentes délégations.

TICE **-** Les États parties au Traité d'interdiction des essais nucléaires (TICE) se sont réunis à New-York du 21 au 23 septembre pour la Conférence destinée à faciliter son entrée en vigueur. Cette dernière reste subordonnée à 11 ratifications et 3 signatures (Inde, Pakistan, Corée du nord) des États de la liste dont l'adhésion est requise.

NSG **-** Lors de leur dernière réunion, les membres du groupe des fournisseurs nucléaires n'ont pris aucune décision suite à l'accord bilatéral que les États-Unis ont conclu avec l'Inde (18/07/05). Les membres du NSG devraient pourtant être enclins à coopérer avec cet État nucléaire *« de facto »*, étant donné la responsabilité dont il fait preuve en matière de non-prolifération.

ECHOS ONUSIENS

"Our biggest challenge, and our biggest failing, is on nuclear non proliferation and disarmament. Twice this year – at the Non Proliferation Treaty Review Conference and now at this summit – we have allowed posturing to get in the way of result" a déclaré Kofi Annan lors du Sommet mondial des Nations-Unies (14/09/05).

L'impossible inclusion de la non-prolifération et du désarmement dans la déclaration finale du sommet mondial, les tensions de la Conférence d'examen du TNP et le blocage de la Conférence du désarmement (CD) sont autant d'indicateurs de l'état général de la machinerie du désarmement.
Les travaux de la Première commission de l'AGNU ont été marqués par ce contexte. Six pays (Brésil, Canada, Kenya, Mexique, Nouvelle-Zélande et Suède) ont notamment proposé la création de comités ad hoc au sein de cette commission. Ces comités consacrés aux garanties de sécurité, au désarmement, au traité *cut-off* et à la prévention de la course aux armements dans l'espace (PAROS) transposaient le programme de travail discuté pour la CD. Par cette astuce de procédure, les États « parrains » du projet espéraient surmonter la difficulté d'atteindre le consensus nécessaire à la prise de décision au sein de la CD.
L'artifice de cette initiative n'a pas échappé aux autres délégations qui n'ont pas souhaité voir aboutir ce projet de texte. Et le texte a été provisoirement retiré par ses promoteurs.

...Dernière minute...

CIAC : la 10e Conférence des États parties à la Convention pour l'interdiction des armes chimiques s'est tenue du 7 au 11 novembre à La Haye (Pays-Bas).

Corée du Nord : les pourparlers à six ont pris fin le 11/11/05 sans résultat. La Corée du Sud a évoqué un plan de désarmement proposé par Pyongyang prévoyant notamment le retour de l'AIEA. La Corée du nord pour sa part insiste sur le retrait des sanctions américaines et l'application du principe « action pour action ».

<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<< N R B C >>>>>>>>>>>>>>>>>>>>>

NUCLEAIRE

Une zone pas tout à fait exempte d'armes nucléaires

Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Turkménistan se sont accordés en février dernier sur un traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) en Asie centrale.

Bien que favorables à la création de telles zones, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni (P3) ont marqué leur opposition au texte retenu.

Celui-ci, en effet, reconnaît la prééminence des accords de sécurité conclu auparavant ; et trois des États de la zone sont liés à Moscou par le traité de sécurité collective de Tachkent (1992). Ce parapluie nucléaire russe virtuel explique sans doute la réticence des P3, qui, au vu de leurs positions habituelles en la matière, ne pourraient pas donner de garanties de sécurité à la zone dans ces conditions.

Des Mégatonnes aux Mégawatts

La conversion de l'Uranium hautement enrichi (UHE) provenant du démantèlement de têtes nucléaires en Russie se poursuit dans le cadre de l'accord conclu avec les États-Unis le 18 février 1993. Le 30 septembre 2005, les États contractants ont annoncé être à mi-parcours : 250 tonnes d'UHE (équivalant à 10 000 têtes) ont déjà été transformées en uranium faiblement enrichi à destination du marché civil.

Réduction de la menace (2)

La fondation américaine *Nuclear Threat Initiative (NTI – www.nti.org)* a annoncé au début du mois d'octobre l'achèvement de son projet conjoint avec la société Kazatoprom (Kazakhstan) pour l'élimination du combustible du réacteur BN-350 d'Aktau au Kazakhstan. Ce projet conclu en 2001 a permis de sécuriser près de 3000 kg d'Uranium hautement enrichi pour un coût d'environ deux millions de dollars. Le Kazakhstan avait renoncé à l'héritage nucléaire soviétique et signé le TNP en 1994.

Réduction de la menace (3)

La NTI accorde un million de dollars pour soutenir l'infrastructure nécessaire à la création d'emplois civils pour d'anciens spécialistes des armes nucléaires, à Sarov à 500 km à l'est de Moscou. L'ancienne *Arzamas 16*, ville secrète et berceau de l'arme atomique soviétique, accueille désormais un technopôle, où chercheurs et techniciens, spécialistes du nucléaire se reconvertissent en effet dans le civil.

NUCLEAIRE (suite)

Uranium : offre insuffisante après 2015

« The fuel supply is potentially short beyond 2015, unless the lower demand scenario occurs. In particular, future uranium supply is now a big issue". La prévision est extraite du dernier rapport sur les marchés de l'énergie nucléaire à l'horizon 2030 réalisé par la « *World nuclear association* », qui rassemble les grands acteurs du secteur (www.world-nuclear.org).

Les Etats-Unis ont achevé le 19 septembre le retrait de service des 50 derniers Peacekeeper MX.

RADIOLOGIQUE

Une résolution inédite portant sur « la prévention du risque de terrorisme radiologique » vient d'être adoptée à l'unanimité par la première Commission de l'Assemblée générale (ONU).

Ce texte, proposé par la France, en cohérence avec les instruments multilatéraux existants (résolution 1540, Convention contre le terrorisme, Convention sur la sûreté de la gestion du combustible…), demande aux États de prendre et renforcer les mesures nationales afin de prévenir et réprimer l'acquisition et l'emploi par des terroristes de ces matières et sources radioactives.

BIOLOGIQUE

Le *Center for Disease Control* (CDC—Atlanta) a recréé la souche du virus de la grippe de 1918 (50 millions de morts). A l'approche de la réunion des États parties à la Convention sur les armes biologiques (Genève, 5-9/12/05), des chercheurs s'interrogent sur les risques inhérents à la résurrection de ce virus.

CHIMIQUE

Le Canada s'est engagé à contribuer au désarmement chimique russe, dans les installations de Shchuchye (sarin, soman et VX). Ce financement de 47 millions de dollars s'inscrit dans le cadre du Partenariat Global (G8—Kananaskis 2002).

>>>>>>>MISSILES >>>>>>>>>>>>>>>>>>>>>>>>Et autres vecteurs>>>>>>>>>>>

<u>Une confiance mesurée</u>

L'Inde et le Pakistan ont signé un mémorandum d'accord (MoU) sur la notification des tests de missiles balistiques sol-sol, le 3 octobre dernier à Islamabad.

Ce MoU se situe dans la lignée de l'accord conclu à Lahore le 21 février 1999 . Outre la notification des tests de missile, celui-ci prévoyait la mise en place progressive d'un certain nombre de mesures de confiance : réduction des risques de déclenchement accidentel ou non autorisé de l'usage d'armes nucléaires, établissement d'un moyen de communication pour notifier tout incident en ce domaine, poursuite des moratoires sur les essais nucléaires …

L'apport de ce texte, en terme de confiance et de stabilité régionale, n'est peut-être pas si important qu'il y paraît, car il prend acte d'une pratique existante. Surtout, il se limite aux missiles balistiques. Or moins d'une semaine après la finalisation du texte par les experts (lors de la troisième série de pourparlers bilatéraux sur le nucléaire), le 11 août 2005, le Pakistan testait son premier missile de croisière à capacité nucléaire, le *Babur* (Haft VII - portée de 500 km), avec en perspective la coopération de son voisin indien avec les États-Unis en matière de défense anti-missile .

Le PIR-Center russe a publié une étude sur les drones et le risque terroriste lié à leur développement. "*Unmanned aerial vehicles : history, application, threat of proliferation and future development*"- Lieutenant-General Gennady Evstafiev – www.pircenter.org

Règlement des crises

Corée du nord : problème d'agenda
Engagées déjà depuis plus de deux ans, les négociations sur le désarmement nucléaire nord-coréen ont semblé franchir une étape majeure le 19 septembre 2005 lorsque les six États engagés dans les discussions se sont accordés sur les principes du règlement de la crise.
L'accord prend en compte les préoccupations de sécurité des parties et traite l'aspect énergétique de deux manières : d'une part, à travers l'assistance qui sera portée à la Corée du Nord et d'autre part, avec la possibilité de discuter à terme de la fourniture d'un réacteur à eau légère.
Sauf changement de position, les Nord-coréens ne se contenteront pas du flou de cette promesse. Et la négociation de l'agenda de la mise en œuvre des différentes mesures risque d'être difficile. Les pourparlers à six (Corée du nord, États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, Corée du Sud, Japon) devraient reprendre dans le courant du mois de novembre.

Inspections des installations iraniennes
Alors que le prochain Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, qui pourrait décider de renvoyer la question iranienne au Conseil de Sécurité de l'ONU, est prévu pour le 21 novembre, l'Iran a montré des signes positifs à la communauté internationale en communiquant des informations à l'AIEA, en permettant l'interrogation de responsables du programme nucléaire et l'accès des inspecteurs au site de Parchine.

Diplomatique

L'attribution du prix Nobel de la paix 2005 à l'AIEA et à son directeur général M. El Baradei a été accueillie par la communauté internationale comme la reconnaissance de l'approche multilatérale de la lutte contre la prolifération.
Le Conseil des Gouverneurs a décidé le 14 octobre de destiner la récompense financière du Nobel (1.07 million d'euros) au financement des applications pacifiques de l'énergie atomique pour les pays en développement (notamment à la santé et à la production alimentaire).

Un second Prix Nobel cette année adressait un clin d'œil à la maîtrise des armements. En effet, les économistes Thomas Schelling et Robert Aumann ont été récompensés pour *« avoir accru la compréhension du conflit et de la coopération à travers la théorie des jeux »*.
Or les analyses de T. Schelling portant sur la course aux armements et la dissuasion à travers le prisme de la théorie des jeux ont eu une influence majeure sur l'appréhension de ces notions (voir *The strategy of conflict*, 1960).

<<<<<<<<Terrorisme <<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<

Trafics nucléaires
Alors que la Convention internationale sur la répression des actes de terrorisme nucléaire était ouverte à la signature en marge du sommet mondial de l'ONU, l'AIEA a publié les statistiques issues de sa base de données sur les trafics illicites de matières nucléaires (ITDB). Celle-ci, à partir des données apportées de manière volontaire par les États complétées par des sources ouvertes, recense 121 incidents impliquant pour l'année 2004. Depuis 1993, 424 incidents impliquant des sources radioactives se seraient produits à travers le monde et 220 avec des matières nucléaires type uranium naturel ou appauvri, thorium. Les trafics de matières de qualité militaire(UHE ou Pu) repérés sont plus rares (18 en dix ans). Plus de détails sur www.iaea.org.

UHE
Le dernier trafic de matière nucléaire de qualité militaire inscrit dans la base de données remonte à 2003. Un individu a été arrêté alors qu'il essayait de sortir de Géorgie avec 170 g d'UHE.

Du côté de la recherche

"More is enough". Telle semble être la perspective dans laquelle se placent les différents acteurs nucléaires en Asie du Sud : le Pakistan tourne son regard vers l'Inde, qui accroît ses capacités en fonction de la Chine. Le Dr Tellis chercheur associé à la Carnegie (Washington) en a fait une brillante démonstration lors d'un séminaire restreint organisé par l'IRIS, avec le soutien de la Délégation aux Affaires Stratégiques du ministère de la Défense. Selon Tellis, en développant leurs arsenaux, l'Inde et le Pakistan cherchent notamment un moyen de faire intervenir les États-Unis dans leurs relations, lorsqu'elles deviennent trop dangereuses.

LECTURES

Trois chercheurs en physique publient un ouvrage complet et didactique sur le nucléaire. Leur objectif : *« indiquer un chemin qui pourrait permettre, pour les prochaines décennies ou même siècles, de profiter des bénéfices de l'énergie nucléaire tout en minimisant les risques de dissémination des matériaux nucléaires et les dangers posés par les armes nucléaires »*. Sur ce dernier volet, les auteurs livrent en conclusion un plan de *« réduction massive et rapide du stock d'armes nucléaires »* fondé sur la diminution phasée des arsenaux et l'engagement progressif des Etats nucléaires à ne pas se servir de leurs armes (non-emploi en premier—assurances de sécurité). Reste à savoir si ces Etats y sont enclins.
G.Charpak, R.Garwin, V. Journé - "De Tchernobyl en tchernobyls" - Odile Jacob - 568 pages

AGENDA

Le début de l'automne a vu deux rencontres sur la dissuasion nucléaire française se faire écho : le colloque du *Club Participation et Progrès* et de *Démocratie* sur *« la dissuasion nucléaire en question(s) »* (23-24/09/05) et une réunion de plusieurs ONG à l'Assemblée nationale sur *« la France, les Français, quelle dissuasion nucléaire ? »* (08/10/05), ont donné lieu à un fourmillement d'idées sur la question.

5-9/12/05 : réunion des États parties à la CIAB—Genève

12-16/12/05 : Wilton Park Conference— « Nuclear non proliferation : what next after the NPT review »

Observatoire de la non-prolifération
Centre d'Études de Sécurité Internationale et de Maîtrise des armements—CESIM
Réalisation : Tiphaine de Champchesnel, chargée de recherche